

Communiqué de presse

Sujet	Les Vert'libéraux exigent une politique financière durable
Contact	Martin Bäumle, président, 079 358 14 85, Tiana Moser, Conseillère nationale, 076 388 66 81
Expéditeur	Parti vert'libéral suisse, Case postale 367, 3000 Berne 7 Tél : +41 31 322 60 57 suisse@vertliberaux.ch , www.grunliberale.ch
Date	1 ^{er} décembre 2010

Les Vert'libéraux exigent une politique financière durable

Les entrées fiscales se sont révélées bien meilleures que prévu. Malgré certains points négatifs, les représentants des Vert'libéraux au parlement fédéral soutiennent le budget 2011. Nous saluons en particulier la conformité de ce budget au frein à l'endettement. Il est néanmoins incompréhensible que la majorité du parlement ait rayé du budget les moyens prévus pour l'aide au développement. D'après les Vert'libéraux, en tant qu'Etat qui a beaucoup à gagner de la globalisation, la Suisse a tout son rôle à jouer dans une aide efficace au développement.

Les Vert'libéraux se sont prononcés en faveur des moyens proposés par le Conseil fédéral pour l'aide au développement. La Suisse, à qui la globalisation profite beaucoup, doit aussi prendre ses responsabilités dans le cadre des objectifs du millénaire ; c'est pourquoi l'objectif de 0.5% (ou le possible compromis de 0.45%) était une valeur raisonnable aux yeux des Vert'libéraux. Les réductions budgétaires adoptées par le Conseil national touchent la protection du climat et des eaux. Les Vert'libéraux le regrettent, tout en ayant une certaine compréhension pour l'argument légaliste disant qu'il ne faut pas mettre des postes au budget sans se mettre d'accord sur la manière concrète de les dépenser.

De notre point de vue, il faut profiter de la conjoncture favorable pour diminuer la dette qui est restée bien trop élevée. Les déficits ne doivent pas devenir la norme dans les comptes publics. C'est pourquoi les Vert'libéraux considèrent qu'il est indispensable d'établir une priorisation des dépenses.

Le plan financier est également peu réjouissant et malgré la mise en œuvre du toujours très critiqué programme de consolidation, la menace de déficits structurels plane. Dès 2012, d'importantes mesures d'économies devront être prises si l'on veut respecter le frein à l'endettement. C'est pourquoi il est important de prendre des mesures dès aujourd'hui et de trouver un équilibre entre le financement continu des activités actuelles de l'Etat et un frein clair à l'augmentation de ces activités. Les Vert'libéraux voient une marge de manœuvre dans les domaines suivants :

- L'Etat ne doit ni ne peut plus assumer les coûts directs et indirects des diverses formes de pollution. La sécurité de la Suisse dépendra de plus en plus d'une politique convaincante de la protection du climat et de l'environnement. Le budget 2011 ne donne aucun signe de projets allant dans ce sens.
- Dans le cadre de la politique de la santé, les différents acteurs doivent se mettre d'accord sur des objectifs à atteindre. L'actuelle politique du tirage de la couverture à soi doit laisser la place à une politique durable de la santé.
- Dans le cadre de la politique sociale, les Vert'libéraux souhaitent qu'à l'avenir, les acteurs politiques respectent les limites de ce qui est finançable. Un certain retour à des valeurs de base doit être fait, afin de sortir d'une déresponsabilisation de l'individu par l'état. On a besoin d'un filet social pour rattraper ceux qui sont dans le besoin, tout en encourageant chacun à s'en sortir par lui-même.
- L'agriculture ne doit pas non-plus se voiler la face. La quantité pléthorique de lait et son prix maintenu artificiellement haut indiquent clairement un problème et ne permettent pas de nouvelle augmentation des fromageries.
- Dans le domaine du personnel de la confédération, les Vert'libéraux considèrent que trop peu de mesures ont été prévues pour 2011 ; c'est pourquoi notre parti voit une réduction de 2% des coûts en personnel d'un bon œil.

Il faut préciser qu'il ne s'agit pas d'une réduction du budget, mais d'une limitation de l'augmentation de ce budget. L'augmentation des effectifs et l'augmentation des dépenses ne peuvent continuer de croître indéfiniment.

Les Vert'libéraux sont persuadés que le thème de la durabilité ne peut pas s'appliquer uniquement au domaine de l'environnement et du social, mais aussi dans le cadre de la politique financière. Ceci par respect pour les générations futures.